
Requête à la CdP9 : la diversité biologique avec les gens et pour les gens

Les gens du monde sont aujourd'hui les témoins impuissants d'une crise mondiale due à la hausse injustifiée des prix des aliments. Comme tous les désastres, cette crise touche plus gravement les secteurs les plus vulnérables, les économies les plus dépendantes, les pays les plus appauvris.

De nombreux facteurs contribuent à cette crise : la hausse du prix des fertilisants (provoquée par celle du prix du pétrole), les fortes sécheresses dans des régions clés, l'augmentation de la demande dans des pays qui accèdent à la consommation, comme l'Inde et la Chine, et, surtout, le fait que les terres agricoles sont affectées de plus en plus à la production d'agrocarburants. En effet, moins de la moitié de la production mondiale de céréales est destinée à la consommation humaine ; le reste est réservé à l'alimentation animale et, de plus en plus, à la fabrication de carburants.

L'économie mondiale dominante démantèle peu à peu les systèmes alimentaires nationaux et fait que les cultures vivrières, comme la nature entière, cessent d'être au service des gens. En une parodie pathétique du roi Midas, le modèle néolibéral et 'mondialisateur' transforme tout ce qu'il touche en marchandises, affaires, spéculation et lucre. Pour y parvenir, il a dû priver la nature de son caractère divers et imposer la monoculture dans tous les domaines imaginables : l'agriculture, les forêts, les mentalités. Cette tâche a été facilitée par le modèle agricole, industriel et exportateur, de la 'Révolution verte' lancée dans les années 1960, et la libéralisation du commerce par le biais des 'recettes' et des politiques imposées par la Banque mondiale, le FMI, l'Organisation mondiale du commerce et, ces derniers temps, les traités bilatéraux de libre échange.

Les sphères technocratiques où le sort des gens est souvent fixé reprennent elles aussi le même modèle et perdent tout contact avec la réalité. La FAO en est un exemple : sa définition des plantations industrielles d'arbres comme des 'forêts' (que la Convention sur la diversité biologique reprend) ignore absolument la notion d'écosystème. En revanche, les populations qui ont subi les effets des plantations perçoivent clairement la différence et cela se reflète dans les noms qu'elles leur donnent, qui varient d'une région du monde à l'autre, suivant l'expérience qu'elles en ont eue.

En Thaïlande, par exemple, où l'agriculture est une activité d'importance vitale pour la population rurale, l'eucalyptus est appelé « l'arbre égoïste » parce que, non seulement il empêche de cultiver d'autres produits sous les arbres mais il accapare en outre l'eau nécessaire à la culture du riz.

Au Chili, les grandes plantations de pins ont été créées dans le territoire mapuche pendant la dictature de Pinochet. Il n'est donc pas étonnant qu'on les considère comme des « soldats plantés » : ils sont verts, ils sont en rang et ils avancent !

Dans la vallée du Cauca en Colombie, les gens du pays appellent les plantations de pins les « forêts du silence », parce qu'on n'y trouve aucune forme de vie, à l'exception des arbres. Le silence y est donc absolu.

Au Brésil, les gens appellent « déserts verts » les plantations d'eucalyptus, et la même chose se

passé en Afrique du Sud, aussi bien dans le cas des eucalyptus que dans celui des pins. Cependant, dans ce deuxième pays certains rejettent cette appellation, affirmant que dans quelques mètres carrés de désert il y a plus de vie que dans une plantation entière !

En Afrique du Sud également, d'autres préfèrent appeler les plantations « le cancer vert », pour refléter leur prolifération que rien n'arrête et la destruction progressive de l'eau, du sol, de la flore, de la faune et des moyens de vie des gens qui finit par tout tuer... comme le cancer.

Les habitants de l'état de Sarawak, en Malaisie, disent que les plantations d'eucalyptus et de palmier à huile sont bien plus mauvaises que l'exploitation forestière industrielle. En effet, les entreprises forestières arrivent dans la forêt, coupent les meilleurs arbres et s'en vont en emportant le bois. Les entreprises de plantation, en revanche, coupent les meilleurs arbres, brûlent le reste, plantent leurs propres arbres et... ne s'en vont pas !

En Équateur, certaines communautés appellent les eucalyptus 'eucas'. La raison en est simple : le mot espagnol 'eucalipto' (souvent prononcé 'eucalito') a l'air d'un diminutif sympathique que ces méchants arbres ne méritent pas.

Un dernier exemple, qui résume en quelque sorte tous les précédents, provient de l'État d'Espirito Santo au Brésil, où les plantations d'eucalyptus ont été définies comme « des forêts mortes qui tuent tout ».

Toutes ces définitions montrent que les communautés rurales savent très bien ce qu'est la diversité biologique qui a toujours été à la base de leur mode de vie, qu'il s'agisse de la diversité agricole, conservée et transmise depuis des millénaires, ou de celle des forêts, un autre espace de souveraineté alimentaire pour ceux qui les habitent et en dépendent.

La monoculture fait disparaître non seulement la diversité des semences locales mais aussi les connaissances dont elles s'accompagnent, l'identité culturelle qu'elles ont créée, la souveraineté alimentaire de la population concernée. Les propriétaires des plantations industrielles, qui sont souvent de grandes transnationales, s'approprient la terre et les semences, décident de la destination des aliments et du sort des gens.

Pourtant, cela ne leur suffit pas. Ces transnationales veulent augmenter encore leur pouvoir par la manipulation génétique, pour faire des plantations d'arbres à la mesure de leurs affaires. Les arbres transgéniques pointent menaçants dans les tubes d'essai de puissants laboratoires associés à des universités célèbres (ou non) et à des sociétés d'affaires intéressées dans des secteurs divers : la biotechnologie, l'industrie automobile, l'industrie de la pâte et du papier, l'industrie énergétique, l'industrie chimique et tant d'autres. Leur but est de faire des plantations d'arbres transgéniques, et de continuer de les appeler forêts !

Dans ce contexte, la Convention sur la diversité biologique (CDB) a une grande responsabilité : elle doit décider si la diversité biologique sera au service des entreprises ou au service des gens.

La prochaine CdP 9 a plusieurs thèmes en attente, dont les agrocarburants, les arbres transgéniques et la diversité forestière, sur lesquels il n'y a pas encore eu d'accord. Les textes respectifs sont donc truffés de crochets (*). Reprenant les paroles d'Helena Paul, d'Econexus, on pourrait dire que la diversité biologique est mise entre parenthèses.

En matière d'arbres transgéniques, la CDB devra choisir entre le moratoire, le principe de précaution

et l'absence de restriction. Le moratoire a été proposé par quelques délégués en 2006, avec l'appui de diverses organisations sociales. À cette occasion-là, il a été décidé que la CDB rédigerait un rapport sur « les effets possibles, écologiques, culturels et socio-économiques, des arbres génétiquement modifiés ». Ce rapport a été présenté en février à la 13e session de l'OSASTT. On y signalait que de nombreux scientifiques mettaient l'accent sur le besoin d'appliquer le principe de précaution au moment de considérer l'utilisation d'arbres génétiquement modifiés. Pourtant, quelques pays essaient d'affaiblir cette mesure de sauvegarde en proposant un énoncé différent qui la laisse entre crochets.

En matière d'agrocarburants, malgré les preuves accablantes des conséquences écologiques et sociales négatives de leur production industrielle, la CDB nage entre deux eaux ; elle reconnaît les effets négatifs mais parle des effets positifs, et elle ne s'oppose pas catégoriquement à leur expansion.

De façon générale, il est alarmant que la CDB ait ouvert ses portes aux entreprises responsables de modèles de production, de commercialisation et de consommation destructeurs, et que ces entreprises puissent aujourd'hui faire partie des délégations nationales.

Pour défendre et protéger la diversité biologique, la CDB devrait plutôt appuyer décidément les systèmes de gestion communautaire des forêts et les systèmes agricoles traditionnels qui ont réussi à profiter de la forêt et à la conserver.

Comme signalé dans la lettre ouverte à la CDB que de nombreuses organisations sociales sont en train de signer (http://www.wrm.org.uy/actors/BDC/open_letter_CBD.html), cela exclut l'expansion de la monoculture industrielle. Ainsi, la lettre exige :

- que les plantations d'arbres en régime de monoculture soient exclues de la définition de forêt ;
- que l'on supprime tout soutien politique, technique et financier aux plantations pour la fabrication d'agrocarburants, en raison de leurs répercussions négatives directes sur la diversité biologique et la souveraineté alimentaire ;
- que l'on interdise la commercialisation d'arbres transgéniques et l'emploi de la technologie 'terminator'.

Alors seulement on pourra penser à une diversité biologique pour les gens et avec les gens.

(*) Les énoncés sur lesquels on ne s'accorde pas sont mis entre crochets et feront l'objet d'une discussion ultérieure.